

Fermetures de services hospitaliers, d'établissements de soins

Combat pour le maintien et le développement des structures de santé publique en Seine-et-Marne

Dès l'arrivée du gouvernement Hollande aux affaires, Michel Billout a tiré la sonnette d'alarme sur les effets néfastes de la privatisation de la santé, qui restera comme un des axes majeurs du quinquennat de Nicolas Sarkozy : les hôpitaux ont été mis au régime sec puis ont vu des secteurs entiers d'activités transférés aux établissements privés...

Les expérimentations de partenariat "public-privé" conduites par l'ARS IDF, notamment à Fontainebleau, Provins, Lagny-Jossigny, et Meaux se sont traduites inmanquablement par la **disparition du secteur public au bénéfice du seul secteur privé à but lucratif**. On le constate dans le secteur de la **radiothérapie, de la chirurgie ou de l'imagerie médicale**, pour ne prendre que quelques exemples sur lesquels Michel Billout est intervenu à de multiples reprises lors des séances de questions au gouvernement.

Le 17 janvier 2012, il interrogeait le gouvernement sur la **privatisation de la chirurgie publique à Melun et Fontainebleau**. Il demandait au gouvernement les mesures qu'il comptait prendre "pour redonner une cohérence à l'activité du secteur public de chirurgie dans le sud de la Seine-et-Marne et garantir l'accès de tous les habitants à une chirurgie de qualité, au tarif du secteur 1 et sans dépassements d'honoraires."

Des actions au services des structures de santé et des personnels

Il a **dénoncé la gestion libérale et purement comptable** qui continue d'être imposée aux hôpitaux avec de graves répercussions en termes de compression de personnel, d'aggravation des conditions de travail et de baisse de qualité du service rendu. En novembre 2011, il s'est ainsi opposé à la **fermeture de la radiothérapie de Lagny**, opposé à la **destruction des gardes de nuit** en chirurgie des hôpitaux de **Lagny** et de **Meaux**. Début 2012, il **conduisait une délégation auprès du ministre de la santé** pour apporter son soutien aux urgenistes de Lagny. Il interrogeait dans l'hémicycle **le gouvernement sur l'avenir du secteur public de chirurgie dans le sud Seine et Marne**. Il est intervenu en 2013 auprès de la ministre contre la **privatisation de certaines activités dans le nouvel hôpital de Jossigny**, l'interrogeant sur l'avenir des structures de santé. il a témoigné, lors d'un débat



Manifestation devant la préfecture de Seine et Marne pour en finir avec la privatisation de la santé (avril 2013)

en séance, sur la **situation difficile de l'hôpital de Fontainebleau**. Début 2015, il a attiré l'attention de la ministre sur le **projet de fusion des hôpitaux de Nemours, de Fontainebleau et de Montereau** réalisé dans le cadre du plan d'économies de 3 milliards d'euros annoncé à l'époque. En 2016, il s'est mobilisé contre la **fermeture de la polyclinique de Fontainebleau**.

Fortement engagé

Proposition de loi tendant à instaurer un moratoire sur les fermetures de service et d'établissements de santé ou leur regroupement (janvier 2014)

Co-signataire de cette proposition de loi, Michel Billout est intervenu en séance publique sur un exemple concret, celui de l'hôpital de Fontainebleau pour illustrer les raisons qui ont poussé les sénateurs communistes à demander ce moratoire.



Cliquez sur cette vignette pour accéder au bilan numérique détaillé en ligne...

